

La planète n'est pas pas assurable

Jean-Marie Harribey¹

J'ai souvent plaidé qu'on ne pouvait pas comprendre pourquoi la crise écologique était liée à la crise sociale, toutes les deux engendrées par la folle dynamique du capitalisme, si on oubliait que seul le travail était à l'origine de la valeur économique qui était ensuite répartie en salaires et profits. Et donc que les notions de valeur économique intrinsèque de la nature ou de valeur créée par la nature n'ont aucun sens, sinon celui de forger une idéologie pour justifier la marchandisation de la nature, de l'eau, des ressources, du vivant, etc.² Et quand de rares économistes hétérodoxes alertent sur ce non-sens de la valeur économique intrinsèque de la nature ou de la valeur qu'elle crée, on se gausse d'eux.

Mais quand ce sont les institutions internationales ou les think tank libéraux qui mangent leur chapeau, il faut les prendre au sérieux. L'*United Nations University* et l'*Institute for Environment and Human Security* (UNU-EHS) d'un côté et la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol) de l'autre ont publié des rapports établissant que les catastrophes naturelles seront de moins en moins assurables.

C'est parce que la fréquence et la violence des tempêtes, inondations, incendies s'accroissent avec le changement du climat, lui-même engendré par les activités économiques émettrices de gaz à effet de serre. D'ordinaire, les compagnies d'assurances couvrent les risques pour lesquels existe une demande. Or, plus les événements extrêmes sont fréquents et graves, moins d'acteurs ont les moyens de souscrire à des contrats de plus en plus chers. Le point ultime est l'« inassurabilité du futur » : « Aujourd'hui déjà, le déficit de protection – des pertes financières qui ne sont pas assurées – est élevé : aux États-Unis, 57 % des pertes dues aux inondations ne sont pas assurées, 26 % au Royaume-Uni et 63 % en Allemagne. »³ Et « entre les années 1970 et les années 2010, le nombre de catastrophes naturelles a été multiplié par quatre, et le coût moyen qui leur est associé par 2,2 »⁴.

Pour l'instant, ce qui est visible se résume à la hausse régulière du prix d'un contrat d'assurance lié à l'habitation (une multiplication moyenne par 2,5 en 20 ans). Mais le jour approche où l'augmentation deviendra vertigineuse et gagnera tous les secteurs de l'économie. Et ceci est à rapprocher des prévisions qui effraient les marchés financiers sur lesquels de nombreux opérateurs commencent à comprendre que la valorisation des actifs financiers reposant sur les ressources en voie d'extinction ou de dégradation irréversible va s'effondrer, rendant justice à Marx qui parlait de capital fictif à son sujet.

La leçon à tirer de cette histoire est que les idéologues du capitalisme, sous le label de « science économique », vont de débâcle intellectuelle en débâcle intellectuelle. D'abord, ils ont nié l'épuisabilité des ressources et en ont conclu qu'aucun risque ne pesait sur une humanité confiante dans le progrès technique. Ensuite, obligés de se rendre à l'évidence, ils ont plaidé pour tenir compte de la « valeur économique intrinsèque de la nature » à ajouter à la valeur du capital dans la perspective de substituer ce dernier aux ressources, toujours grâce au progrès technique. Enfin, ils paniquent parce que cette prétendue valeur économique intrinsèque est inassurable. Forcément, puisqu'une valeur potentiellement infinie si elle conditionne la vie échappe au calcul économique⁵.

¹ Un extrait de ce texte est paru dans *Politis*, n° 1795, 30 novembre 2023

² Voir par exemple J.-M. Harribey, « Le discours sur la valeur de l'eau ne vaut pas grand-chose », 7 avril 2021, <https://urlz.fr/ozGL>

³ UNU-EHS, 2023, <https://urlz.fr/oo7y>

⁴ Fondapol, 2020, <https://urlz.fr/oo9m>

⁵ J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable*, Les Liens qui libèrent, 2013, <https://urlz.fr/ooaA>